



Conseil économique et social

Distr. générale
7 mai 2014
Français
Original : anglais

Session 2014

Point 5 c) de l'ordre de jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par la Société mondiale de victimologie, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2014/1/Rev.1, annexe II.



Déclaration

Cette déclaration constitue une sorte de guide concernant certaines des questions relatives à la fois aux victimes et au thème du débat de haut niveau du Conseil économique et social.

Le problème de la victimisation dans le monde entraîne des préoccupations croissantes, même dans les pays dans lesquels une nette diminution du phénomène a été observée. Il est déplorable que les facteurs qui ont conduit et continuent de conduire aux réussites de l'humanité soient ceux-là mêmes qui sont les plus susceptibles de contribuer à la victimisation individuelle et collective. Par exemple, d'un côté, l'aide étrangère intervient auprès des personnes privées de leurs droits, désavantagées ou vulnérables, alors que, d'un autre côté, elle contribue à maintenir les dictateurs et les gouvernements corrompus au pouvoir tout en victimisant ceux qu'elle considère comme les ennemis de ces régimes.

Les gouvernements, entreprises et organisations de la société civile qui ignorent cette victimisation et qui, entre autres choses, n'accordent pas d'attention aux violations des droits sont directement et indirectement complices. Heureusement, les mesures prises en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) laissent penser que de nombreuses personnes ont conscience de ce phénomène et ne souhaitent pas vivre dans un monde d'extrêmes.

La délinquance violente est un excellent exemple. Elle a un impact profond et durable sur la vie quotidienne des personnes et d'énormes conséquences sur le développement économique et le bien-être social. Trop souvent, les gens sont plus en sécurité dans la rue que chez eux. Les femmes et les enfants, eux, sont parfois plus en sécurité avec une personne étrangère qu'avec un membre de leur famille, un ami ou une connaissance. La délinquance violente n'est pas répartie de manière égale dans le monde; il y a en réalité des différences marquées entre les pays et au sein de ces derniers. Tous les jours, des gens sont témoins des terribles effets de la violence, mais trop souvent ces horreurs ne sont pas condamnées comme elles le devraient.

En outre, la violence devrait être définie comme une pathologie personnelle et d'un point de vue social, économique et politique. Parmi les causes de la violence, citons : la frustration, la colère, les préjugés et les griefs, les maladies mentales, l'abus de drogues, la privation de logement, les foyers perturbés et les structures économiques et sociales instables – comme la répartition inégale des ressources.

Beaucoup de choses peuvent être faites pour atténuer la capacité de destruction de la violence et réduire les souffrances humaines. Par exemple, pour réduire la violence d'une manière qui soit cohérente avec les OMD, il conviendrait de répartir les ressources de façon plus équitable afin de réduire le fossé entre les riches et les pauvres. La répartition des aliments – pour prendre un exemple spécifique – doit être équitable afin que les personnes sous-alimentées ne meurent pas de faim alors que d'autres, moins nombreux, deviennent obèses.

Il est impératif que les dirigeants des États-nations respectent les besoins de tous. Les Nations Unies, en tant que forum le plus important, ont la responsabilité de superviser la mise en œuvre de mesures concrètes visant à réduire la violence et à prévenir la victimisation. Les avancées obtenues dans la réalisation des OMD laissent penser que la communauté internationale a pris la bonne direction;

toutefois, depuis la crise économique et dans le cas de trop nombreuses victimes en difficulté, les gouvernements, entreprises et autres semblent hésitants plutôt que fermement engagés dans la prise de mesures concertées. La Société mondiale de victimologie appelle tous ces acteurs à élargir leurs horizons au-delà leurs intérêts personnels, de la nation et de la région et à se concentrer sur l'humanité en tant que tout.
